

CHILI 1970 - 1973

Quelques leçons d'une expérience politique aussi exaltante...que douloureuse.

02 - septembre 2013

Nous reproduisons dans ce numéro l'excellent article de notre camarade Olivier Sabado (membre de la direction du NPA et de la IV^{ème} internationale, rédigé pour la Revue « L'Anticapitaliste » à l'occasion du 40^{ème} anniversaire du coup d'état au Chili le 11 septembre 1973.

Dans cet article François Sabado analyse le processus révolutionnaire au Chili entre 1970 et 1973, mais aussi toutes ses limites. En effet, la principale leçon de cette expérience pour les courants révolutionnaires est qu'**il n'est pas possible d'envisager un changement radical de système politique et social sans passer par la destruction de l'ancien système** et son remplacement par de nouvelles institutions au service des travailleurs (entendu ici dans un sens élargi). Salvador Allende et la majorité de l'Unité Populaire croyait sincèrement qu'il était possible de passer au socialisme en respectant les anciennes institutions. Ils n'ont pas voulu soutenir les tentatives de double pouvoir que certains travailleurs ont essayé de mettre en place. Comme le dit François Sabado en conclusion « Rien ne permet, bien sûr, d'affirmer qu'une autre stratégie aurait évité la défaite Il y a trop de paramètres socio-historiques dans une situation révolutionnaire pour qu'une « ligne juste » suffise à répondre du résultat, mais ces questions ont été celle d'un débat vif à l'époque dont les enseignements ne doivent pas passer par pertes et profits. »

Il est certes facile de donner des leçons en disant « Il faut que... », mais ce débat sur comment mener un changement radical (Une révolution) le NPA l'a en son sein, car nous n'avons pas collectivement défini un « modèle » de passage au socialisme. En revanche, nous sommes persuadés qu'une révolution passe par la destruction des anciennes institutions et par leur remplacement par un pouvoir par et pour les classes populaires. Toutes les expériences, de la Révolution de 1789 à la Commune de Paris en 1871 en passant par l'Espagne en 1936, le prouvent.

Ce débat traverse la gauche de transformation sociale.

Sans polémique inutile aucune, quand nos camarades du Parti de Gauche se revendique de « la Révolution citoyenne », il semble défendre un passage vers l'écosocialisme dans le cadre des institutions actuelles (mise en place par et pour les puissants), c'est exactement cette stratégie qu'a suivi Allende et qui a mené à une défaite de l'Unité Populaire.

Comment passer au socialisme ? Comment mener une révolution au 21^{ème} siècle ? Voilà un vrai débat que toutes celles et ceux qui veulent changer cette société doivent se poser pour débattre et confronter leurs points de vue.

PROBLEMES STRATEGIQUES DE LA REVOLUTION CHILIENNE

Un Processus révolutionnaire.

Il y a 40 ans des dizaines de milliers de militants allaient être emprisonnés, torturés, assassinés. La terreur s'abattait sur tout le Chili. On ne peut comprendre la brutalité de la répression sans prendre en compte la profondeur du processus révolutionnaire chilien. La répression allait être d'autant plus sauvage que pour les militaires et les classes dominantes, il fallait éradiquer les racines d'une révolution.

Car le Chili des années 1970-1973 allait bien vivre **une situation révolutionnaire**, marquée, justement, par **une irruption exceptionnelle du mouvement de masse sur la scène sociale et politique**. C'est peut-être, l'expérience révolutionnaire de ces années, la plus avancée en termes de combativité, de conscience et d'organisation, dans un pays qui mêlait, à l'époque, les traits de la dépendance vis-à-vis de l'impérialisme et ceux d'un mouvement ouvrier « classique », avec des partis et syndicats de masse. En fait,

résultant d'une alliance exceptionnelle de toutes les classes populaires contre l'oligarchie terrienne et financière subordonnée aux intérêts de l'impérialisme américain, l'expérience chilienne sera surtout marquée par **une mobilisation de la classe ouvrière chilienne** qui viendra « magnétiser » tout le champ social.

En effet, la victoire électorale de Salvador Allende et du gouvernement de l'Unité populaire, le 4 septembre 1970, va ouvrir une nouvelle période historique pour le Chili. Résultant d'une montée des mouvements de masses dès les années 1966-1967, cette victoire électorale des partis ouvriers va provoquer une acuité des contradictions de classes sans précédent, qui se dénoueront, malheureusement pour le peuple chilien, par le coup d'Etat de Pinochet.

Comité de Saint-Malo et de la région malouine du Nouveau Parti Anticapitaliste

Adresse mail: npsaintmalo@orange.fr

Page Facebook: <http://www.facebook.com/NpaSaintMalo>



La dynamique révolutionnaire et les impasses réformistes.

L'Unité Populaire sous la direction de Salvador Allende était composée de plusieurs formations de gauche.

Le Parti Socialiste chilien constituait un parti socialiste d'un type particulier. Il n'appartenait pas à la deuxième internationale et se réclamait d'une perspective de transformation révolutionnaire. Il était à l'époque dirigé par des tendances de gauche et se réclamait d'une politique de « front des travailleurs ».

Le Parti Communiste - un des partis les plus staliniens d'Amérique latine - incarnait au gouvernement la pointe avancée de la politique légaliste de l'Unité populaire vis-à-vis des institutions et des forces armées chiliennes. Se situant dans une perspective de révolution par étapes, le Parti Communiste chilien ne travaillait pas dans une perspective socialiste. Au contraire, pour sa direction, il fallait contrôler, canaliser le mouvement de masse dans un cadre compatible avec les équilibres économiques et institutionnels bourgeois.

L'Unité Populaire comprenait enfin deux autres partis issus de la gauche chrétienne, le MAPU et la Gauche Chrétienne.

Mais au-delà de la politique de la direction de ces partis, **l'Unité Populaire représentait une base sociale populaire majoritaire qui allait polariser la société chilienne.** Après des premières hésitations de secteurs de la Démocratie Chrétienne, l'ensemble des forces bourgeoises, vont se déchaîner contre le nouveau pouvoir, et surtout contre le processus de mobilisation et d'organisation des travailleurs.

En effet, considérant le gouvernement d'Unité Populaire, comme « leur gouvernement », **les ouvriers et les paysans vont progressivement vouloir contrôler et gérer leurs entreprises, occuper leurs terres,** bref prendre en charge la marche de l'économie et de la société. Les ouvriers exigent l'extension du champ des nationalisations, et leur contrôle. Les paysans s'engageront dans un mouvement d'occupation des terres. Ce processus d'**auto organisation** s'approfondira d'autant que la droite et le patronat multiplieront les sabotages, dans l'administration, dans les transports, dans l'approvisionnement des classes populaires. Des juntas d'approvisionnements (JAP), des coordinations de « commandos communaux » dans les poblaciones, de syndicats de la CUT au travers des « cordones industriels » vont se développer. Les affrontements de classes déboucheront sur un processus de **dualité de pouvoir**, entre les travailleurs, leurs organisations et d'un autre côté la droite et le patronat.

Dans cette confrontation, la politique des directions de l'Unité Populaire, surtout du Parti Communiste aura été de freiner ce mouvement, de s'y opposer dans certains cas, pour le **canaliser dans un cadre « constitutionna-**

liste », c'est-à-dire dans le cadre d'une légalité dictée par les classes dominantes et l'armée. C'est Allende qui intégra des représentants des forces armées au sein du gouvernement, dès Octobre 1972. C'est Luis Corvalan, secrétaire général du parti communiste chilien qui déclarait, en octobre 1972 : « *Il ne fait aucun doute que le cabinet au sein duquel sont représentées les trois branches des forces armées constitue une digue contre la sédition* » !! Dès l'entrée des militaires, des secteurs du mouvement populaire vont s'opposer au gouvernement. « *C'est notre gouvernement mais c'est un gouvernement de merde* », commenceront à dire les travailleurs. Tout un secteur du mouvement populaire, emmené par le **MIR** - principale organisation de la gauche révolutionnaire dont nous étions solidaires - mais aussi par des courants de gauche au sein du PS chilien, de la gauche chrétienne, des syndicats et associations populaires, s'opposèrent à cette orientation réformiste, en luttant pied à pied contre les concessions puis les capitulations des directions de l'Unité populaire face aux forces armées. Ils dénoncent toutes les politiques d'alliances avec la bourgeoisie et les militaires. Ils



S. ALLENDE

participent et stimulent tous les processus d'auto organisation, jouant un rôle clé dans le développement des « commandos communaux ». Guerre de guérilla, voie pacifique au socialisme par les institutions parlementaires: le débat qui divisait la gauche latino américaine était à côté des mouvements réels de la lutte de classes. Le Chili a refait marcher

le mouvement révolutionnaire sur ses pieds. « Foyer guérillero », élections: dialectique faussée que l'émergence du double pouvoir a fait éclater.

L'assemblée populaire de Concepcion, en Juillet 1972 allait incarner une première expérience d'embryon d'organe de dualité de pouvoir populaire : « **Tous à l'assemblée du peuple pour dénoncer le caractère contre-révolutionnaire du Parlement** », tel était l'axe d'un appel au front unique que signent l'ensemble des organisations sociales et politiques de gauche, à l'exception du Parti Communiste chilien. L'insurrection de la bourgeoisie en Octobre 1972 - à partir de la grève des camionneurs - allait provoquer le développement du « **pouvoir populaire** », comme création de la classe ouvrière et de la paysannerie en mouvement. La réponse du gouvernement de l'UP consista à faire entrer les militaires au gouvernement. C'était un tournant majeur de la situation. Il aurait fallu, à partir de ce moment là, renforcer la bataille pour une alternative indépendante au gouvernement d'Unité populaire, faire en sorte qu'un des slogans du MIR « **Crear, Crear poder popular** » se généralise et se centralise, mais les illusions sur le gouvernement d'Unité Populaire paralyseront le mouvement de masse et même des secteurs importants de la gauche révolutionnaire.

Le « gauchissement » de la politique de l'UP n'était pas à la hauteur des enjeux de la situation. Il fallait **pousser, jusqu'au bout, la logique de la dualité de pouvoirs, étendre et centraliser les organismes de pouvoir populaire et préparer les conditions d'un affrontement avec l'armée.** Peut-être le moment le plus favorable pour déployer cette politique aura été, après le « Tankazo », premier coup d'Etat avorté des militaires en juin 1973? Les militaires avaient raté leur coup, ils étaient sur la défensive et le mouvement populaire reprenait l'offensive politique. Il y eut, là un moment favorable.

Forces et limites d'une organisation révolutionnaire : le MIR

Le MIR aura défendu la nécessité d'une alternative politique au réformisme. Le MIR était une organisation dont la volonté et la sincérité révolutionnaire ne font pas de doute. **Des milliers de militants révolutionnaires**

dans le monde, dont ceux de la LCR des années 70 se sont identifiés aux couleurs rouge et noir du MIR.

Moulée dans les conceptions stratégiques de « *guerre prolongée et irrégulière* », la direction du MIR est intervenue dans le processus révolutionnaire, plus pour accumuler des forces dans la perspective de la « guerre de demain ou d'après demain » que dans le dénouement d'une crise révolutionnaire résultant de la dualité de pouvoir des années 72 et 73.

Du coup, la politique du MIR marquait les délimitations nécessaires face au gouvernement de l'UP, il concevait son rôle dans cette phase « parlementaire » comme celui d'une **force de pression sur le gouvernement.** Alors que le mouvement des masses considérait que ce gouvernement, surtout après l'entrée des militaires, en octobre 72, était « de moins en moins leur gouvernement et de plus en plus un gouvernement de merde », le MIR estimait toujours qu'on pouvait « gauchir » la politique de l'UP. Du coup, tout en jouant un rôle exemplaire dans les mobilisations contre la droite et les fascistes, le MIR ne s'orienta pas suffisamment sur la préparation de grèves générales en vue de paralyser le pays face aux putschistes. De même, les militants du MIR eurent une place décisive dans l'émergence d'organismes de double pouvoir, mais les initiatives de centralisation de la dualité de pouvoir manquèrent dans l'affrontement qui se préparait. Ainsi face à l'appareil de la CUT, contrôlé par le PC chilien, qui voulait cantonner les « cordones industriales » comme structure de coordination syndicale, le MIR refusa « le parallélisme » des « cordones », c'est à dire leur transformation en coordination élue des assemblées de travailleurs.

Enfin, sur le plan militaire, si le MIR fut l'organisation qui prit le plus d'initiatives, de la protection de mobilisations à celle de Salvador Allende, l'activité militaire principale du MIR n'était pas orientée sur l'auto-défense du mouvement de masses, sur des initiatives préparant une insur-

rection populaire ou à un travail de droits démocratiques et de subversion dans l'institution militaire. Le MIR commença un travail dans l'armée durant les dernières semaines avant le coup d'état. Elle était tournée vers les activités militaires de parti, ses patrouilles, ses casernes, son armement... Accumulation de forces qui visait à préparer les prochaines étapes de la « guerre prolongée »...

Comme l'a écrit Régis Debray, en cherchant à excuser la responsabilité de l'Unité Populaire dans l'échec chilien, « *ce gouvernement, pour l'essentiel ne pouvait rien faire d'autre* ». **Il avait, en effet, choisi de respecter une « constitutionalité » qui allait le détruire, et abattre le mouvement populaire.** Le MIR était conscient des effets du réformisme, peut être, aurait-il du avoir, au moment du Tankazo en juin 1973, comme le reconnaît Miguel Enriquez, une politique plus audacieuse pour **créer les conditions d'un dépassement ou d'un débordement du gouvernement de l'Unité populaire par le « pouvoir populaire ».**

Rien ne permet, bien sûr, d'affirmer qu'une autre stratégie aurait évité la défaite. Il y a trop de paramètres socio-historiques dans une situation révolutionnaire pour qu'une « ligne juste » suffise à répondre du résultat, mais ces questions ont été celles d'un débat vif à l'époque dont les enseignements ne doivent pas passer par pertes et profits.

Olivier SABADO

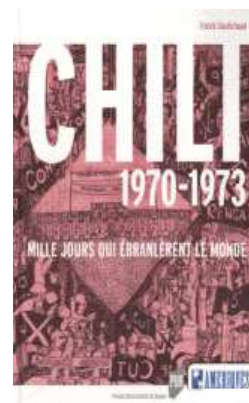
pour en savoir plus....



Parmi l'abondante littérature sur l'« expérience » chilienne, nous recommandons les deux ouvrages de notre camarade Franck GAUDICHAUD:

un petit livre d'analyses et de documents sur le pouvoir populaire au Chili (1970-1973) au prix imbattable de 10 €

Et une étude beaucoup plus « trapue » et fouillée qui reconstitue la dynamique du mouvement révolutionnaire chilien, vu "par en bas", au niveau des entreprises occupées, des ceintures industrielles, des quartiers populaires..C'est un peu plus cher: 20 €



Les 2 bouquins sont en vente à la librairie La Brèche: <http://www.la-breche.com>